



## La lettre d'U&A 64

N°80

### Le printemps des luttes apparaît

7000 manifestants à Pau, près de 6000 à Bayonne, 800 000 en France, ont fait grève et ont exprimé hier clairement leur exigence qu'un coup d'arrêt soit donné à la politique actuelle du gouvernement et à la dynamique fatale enclenchée par le patronat et les banques.

Les deux étant étroitement liés, les manifestants réunis du secteur public et du secteur privé ont dit très fort qu'ils ne voulaient pas payer la crise du système capitaliste et qu'un autre monde est possible.

Il est frappant de constater que des peuples entiers, ailleurs en Europe, se lèvent pour refuser les conséquences terribles pour eux de ces logiques de classe où les banques reçoivent des milliers de milliards d'euros ou de dollars pour payer la casse de la course au profit financier et où les peuples doivent payer la facture, voir les services publics disparaître, la protection sociale agoniser, les salaires diminuer, les retraites s'étioler.

Il est frappant de constater que des peuples entiers, dans le sud de l'Amérique, imposent des modèles de développement différents et que ça fonctionne.

Il est frappant de constater que, au pays-même du « libéralisme », un gouvernement élu sur les ruines d'une politique impériale de guerre, qui éprouve d'ailleurs les plus grandes difficultés à s'en extraire, est contraint, au 21<sup>ème</sup> siècle, de créer un système de sécurité sociale. Très imparfait, mais annoncé.

C'est donc que c'est possible.

C'est donc que ce que tentent de nous inculquer la plupart des gouvernements est faux : leur politique n'est pas fatale. Elle ne répond pas à une nécessité historique implacable. Elle ne répond pas à une vérité européenne immuable.

Elle ne répond qu'aux appétits patronaux et financiers.

Les patrons, les banquiers, les gouvernements et leurs idéologues tentent de nous faire encore une fois le coup de la concurrence mondiale.

Ce dont nous avons besoin, ce dont tous les peuples ont besoin, c'est de coopération, de complémentarité, de solidarité.

Dans cette affaire, nous, organisations syndicales, avons plus que quelque chose à dire. Nous devons susciter et aider les luttes des salariés partout. Nous devons organiser leur convergence. Nous devons montrer que l'opposition vieillotte entretenue entre le public et le privé n'est qu'une arme de destruction massive des conquêtes sociales.

Un des principaux champs de bataille sera celui des retraites. Souvenons-nous de la stratégie employée avec succès par les dirigeants du pays depuis plus de dix ans : on attaque les retraites du

secteur public, on installe une différence, on argumente sur le fait qu'une telle différence est injuste...et on lamine tout le monde.

Les services publics concernent tout le monde ou presque. D'abord les plus pauvres, les plus faibles, les plus vulnérables.

La lutte syndicale des salariés du secteur public vise bien sûr à défendre les intérêts individuels et collectifs de ces salariés. Ces intérêts sont terriblement menacés.

Le statut de la Fonction publique est à la fois un rempart pour la situation des personnels, mais aussi une garantie pour la qualité des missions qui leur sont confiées. Il est aussi un repère pour tous les salariés qui préfèrent se référer à un exemple positif plutôt que lutter pour regagner sur des reculs.

Le rassemblement pour lequel nous militons englobe donc les usagers des services publics, au-delà du travail unitaire avec nos partenaires syndicaux.

Cela dit, en dépit de la netteté du message de rejet des électeurs, du message de rejet des abstentionnistes vis-à-vis de l'organisation d'une société où ils ne discernent rien qui leur semble capable de les conduire à une organisation politique qui réponde à leurs besoins et à leurs vœux, le président de la République, ce matin 24 mars encore, persiste à vouloir faire croire que ce que veulent les Français, c'est qu'il aille plus vite !

Plus vite, en effet, nous parviendrons à construire un mouvement social qui réponde aux besoins de la population qui travaille ou qui chôme, et à imposer ses exigences, plus vite la confiance des salariés dans leurs propres forces renaîtra et plus vite la situation s'améliorera.

Les conséquences de la crise économique et financière sur l'emploi sont importantes (chômage, précarité...) dramatiques même pour les chômeurs en fin de droit. Pour faire face aux inégalités et aux besoins croissants, la société d'aujourd'hui exige que l'on donne des moyens aux services publics leur permettant d'exercer toutes leurs missions afin de répondre aux besoins de tous sur l'ensemble du territoire. L'État employeur doit montrer l'exemple en renonçant au dogme de la suppression d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite, en engageant un plan de titularisation des personnels précaires qui sont près de 800 000 aujourd'hui sur l'ensemble de la Fonction publique et en créant les emplois nécessaires.

Le gouvernement doit également sans tarder mettre en œuvre des mesures notamment salariales, permettant d'améliorer le pouvoir d'achat de tous les personnels.

Quand à la réforme des retraites, les personnels ont rappelé avec force qu'ils ne la laisseraient pas s'engager sur la voie de nouvelles dégradations. Pour la FSU, il s'agit de répondre aux revendications des salariés pour obtenir pour tous une retraite à taux plein sans remise en cause de l'âge de départ ni de la durée des cotisations selon des modalités propres aux différents régimes.

Le maintien du niveau de vie des salariés au moment où ils cessent leur activité nécessite d'accroître les moyens de financement des régimes de retraite et de privilégier des politiques favorables à l'emploi et aux salaires.

Les organisations syndicales doivent se retrouver le 30 mars prochain. Nous aurions souhaité que cela se fasse plus rapidement.

La FSU défendra lors de cette rencontre la nécessité d'une nouvelle mobilisation, dans un cadre le plus unitaire possible, et permettant d'amplifier le 23 mars.

En attendant, préparons partout le printemps des luttes